



Le communiqué suivant détaille les modalités de l'opération de fusion-absorption de la Société CaixaBank France (détenue à 99.999% par Boursorama) par Boursorama.

Les modalités de la fusion ont été approuvées lors des conseils d'administration de CaixaBank France et de Boursorama qui se sont tenus le 27 juin 2006.

Le projet de traité de fusion, signé le 27 juin 2006, sera soumis à l'approbation des Assemblées Générales extraordinaires de CaixaBank France et de Boursorama qui se tiendront le 1^{er} août 2006 (sur première convocation).

1 DESCRIPTION DE L'ABSORBEE ET LIENS EN CAPITAL

A l'issue de l'acquisition de CaixaBank France (filiale française de CaixaHolding) par Boursorama le 16 mai 2006, Boursorama détient 99.999% du capital et des droits de vote de CaixaBank France, 0,001% étant détenus par des minoritaires de CaixaBank France sous la forme de droits formant rompus.

Monsieur Vincent Taupin, Président Directeur Général de la société Boursorama, est également Président du conseil d'administration de la société CaixaBank France.

2 MOTIFS DE L'OPERATION

La fusion vise à la simplification de l'organigramme et à la rationalisation des activités du Groupe Boursorama, après l'acquisition de la société CaixaBank France réalisée le 16 mai 2006. Au terme de cette opération, la société CaixaBank France sera absorbée par la société Boursorama.

Le nouvel ensemble se développera selon un modèle de banque directe, combinaison d'Internet et de services téléphoniques à distance, relayée sur le terrain par un réseau assurant un maillage national.

La nouvelle organisation générera de très importantes synergies de revenus matérialisées par les ventes croisées auprès des clients existants de produits non disponibles auparavant, de la progression du flux de prospects (effet « Média-Banque ») et de l'amélioration du taux de transformation (effet « agences »).

Le groupe estime que ces synergies de revenus devraient être largement supérieures à l'attrition induite par la rationalisation du réseau d'agences (80% des revenus actuels de CaixaBank France devraient être conservés).

La nouvelle entité comptera 22 agences réparties sur tout le territoire : Bayonne, Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lille, Lyon Roosevelt, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Paris (Malesherbes, Opéra, Rennes, Reuilly, Notre Dame des Victoires), Perpignan, Saint Raphaël, Toulouse, Tours, Versailles.

L'organisation cible comptera 520 collaborateurs dont 120 collaborateurs au sein de fonctions support centralisées au niveau européen et 250 collaborateurs au sein de l'équipe commerciale. Le département « réseau » sera composé de 140 collaborateurs.

Les synergies de coûts, principalement liées à la rationalisation du réseau d'agences, sont estimées à 17 MEur en année pleine. Il est à ce jour envisagé qu'elles soient implémentées à 25% sur 2006 et 100% sur 2007.

Les frais de restructuration devraient se limiter à 5 MEur en partie grâce au soutien du groupe Société Générale. Boursorama confirme que les collaborateurs non concernés par la nouvelle organisation se verront proposer un reclassement au sein du groupe Société Générale.

3 MODALITES DE L'OPERATION

3.1 Valeur des apports

S'agissant d'une opération sous contrôle commun, les apports sont évalués à la valeur nette comptable conformément au règlement n°2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable. Les actifs et passifs constituant les apports de CaixaBank France sont ceux figurant à son bilan à la date du 31 décembre 2005, date de clôture du dernier exercice social. La valeur de l'actif net apporté par CaixaBank France s'établit à un montant 227.985.946 euros.

La valeur des apports et leur pertinence a fait l'objet d'un rapport des commissaires à la fusion, Monsieur Fabrice ODENT et Jean-Luc TOURNAIRE, désignés par le Président du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 11 mai 2006.

3.2 Parité d'échange et augmentation de capital

Compte tenu des caractéristiques respectives des deux sociétés en présence, le rapport d'échange a été déterminé en fonction de leurs valeurs réelles relatives fondées sur les critères d'évaluation suivants :

- Pour Boursorama, société absorbante, maison mère dont les actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist « Compartiment B » d'Euronext Paris, les méthodes du cours de bourse et de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (« DCF ») ont été retenues pour la valorisation.
- Pour CaixaBank France, société absorbée, une évaluation par l'actif net comptable et par l'actualisation des dividendes futurs « DDM » a été retenue.

A l'issue de cette démarche, le rapport d'échange a été arrêté à 1,2166731 action Boursorama émises en rémunération de 1 action CaixaBank France.

La parité d'échange retenue a fait l'objet d'un commun accord entre les parties et d'une appréciation des Commissaires à la fusion concernant son caractère équitable (inclus dans le rapport des Commissaires à la fusion sur la rémunération des apports).

Boursorama ne pouvant recevoir, conformément aux dispositions de l'article L. 236-3,II du Code de Commerce, ses propres actions en rémunération de la présente fusion, ne créera donc que des actions au bénéfice des actionnaires de CaixaBank France, autres que Boursorama.

Suite à option offerte auxdits actionnaires concernant la gestion des rompus, l'absorption de CaixaBank France s'accompagnera d'une augmentation du capital social de Boursorama de 2.4 euros, par la création de 6 actions nouvelles de 0.4 euros de nominal chacune.

Les actions nouvelles de la société Boursorama émises au profit des actionnaires de CaixaBank France autres que Boursorama seront entièrement assimilées aux actions anciennes.

Elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges à compter de la date de réalisation de la Fusion.

Elles porteront jouissance à compter de leur émission.

Par application des dispositions légales actuellement en vigueur, les actions nouvelles de la société Boursorama seront immédiatement négociables dans les délais légaux. Elles seront réparties dans les proportions prévues ci-dessus et après l'accomplissement de toutes les formalités prévues par la loi ou par les textes réglementaires.

Compte tenu du faible nombre d'actions émis et de la neutralité de l'opération au niveau consolidé, l'impact sur la capitalisation boursière de Boursorama peut être considéré comme négligeable.

3.2.1 Comptabilisation de l'opération

La fusion aurait un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006 sur les plans comptable et fiscal et serait placée, en matière d'impôt sur les sociétés, sous le bénéfice des dispositions de l'article 210 A du Code Général des Impôts.

La différence entre l'actif net apporté par CaixaBank France qui serait rémunéré par des titres de Boursorama et la somme du montant nominal des actions de Boursorama créées en rémunération de cet apport serait inscrite au passif du bilan de la société absorbante à un compte « Primes de fusion » pour un montant de 48.91 euros.

Suite à l'opération de fusion, Boursorama dégagerait un malus de fusion de 2.458.075,37 euros, correspondant à la différence entre la valeur comptable des actions de CaixaBank France dans les livres de Boursorama, soit 230.443.968,5 euros, et la valeur de l'actif net apporté tel que décrit ci-dessus.

Conformément aux dispositions du Règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2004-01, le malus de fusion sera comptabilisé en immobilisations incorporelles.